

## **fiche 8 :FG**

**Titre :** SECURISER LES PRATIQUES SPORTIVES

**Les mots-clés :** sécurité, activités sportives, organisation, pratique ludique, pratique compétitive

### **Le contexte**

La pratique des activités physiques et sportives connaît un fort développement. Pour répondre à cette demande, les organisateurs de centres de loisirs doivent en sécuriser les conditions d'organisation et de pratique. Selon le type d'organisation prévue, ils doivent veiller au respect d'un certain nombre de règles et adapter les activités au projet de la structure et aux capacités physiques et psychologiques des mineurs. La réglementation distingue dans les conditions d'encadrement, ce qui relève d'une pratique ludique et de découverte de ce qui correspond à une pratique sportive codifiée en référence aux normes fédérales sportives.

### **En pratique**

Plusieurs étapes s'imposent à l'organisateur ou à l'animateur pour organiser la pratique d'activités aux enfants en toute sécurité.

### **ETAPE 1 :**

#### **Choisir le mode d'organisation**

Selon le type d'activité sportive envisagée, l'équipe pédagogique peut décider une organisation en autonomie, c'est-à-dire par les membres de l'équipe en place. Dans ce cas, le directeur doit au préalable, et notamment lors des procédures de recrutement, vérifier l'aptitude de ses animateurs à l'encadrement de ces activités.

Soit les activités doivent faire appel à des professionnels qualifiés, et dans ce cas, le directeur doit vérifier que ces professionnels sont bien à jour des obligations réglementaires : il est soumis à une obligation de moyens.

De façon générale, il importe d'exercer la plus grande vigilance quant au choix des prestataires. Toute prestation doit pouvoir donner lieu à la conclusion d'un contrat stipulant les obligations des 2 parties. Ce document sert de preuve en cas de litige ou lors d'un accident. Il doit comporter plusieurs mentions. Parmi celles-ci, on peut citer l'identité de la structure prestataire, la liste des intervenants et leurs qualifications, des informations relatives à la sécurité des usagers (règlement intérieur, certificats médicaux, matériel et équipements nécessaires .....), l'organisation et le contenu des séances sportives et les sous-traitances éventuelles avec d'autres partenaires.

Le recours à un prestataire d'activités n'entraîne pas une délégation de responsabilité pour un organisateur d'accueil collectif de mineurs.

Quel que soit le mode d'organisation choisi, il importe que ce choix soit en cohérence avec les objectifs pédagogiques que s'est fixé l'équipe d'encadrement.

## ETAPE 2 :

### Déterminer les objectifs pédagogiques au regard du projet du centre de loisirs

Projet éducatif et projet pédagogique sont au cœur de l'organisation des activités physiques en accueil collectif de mineurs.

#### A noter :

**Le projet éducatif mentionné à l'article L. 227-4 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) doit prendre en compte, « dans l'organisation de la vie collective et lors de la pratique des diverses activités, et notamment des activités physiques et sportives, les besoins psychologiques et physiologiques des mineurs ».**

L'organisateur et l'équipe éducative doivent faire le lien entre la programmation d'une activité physique et l'**intérêt éducatif** qui en est attendu dans le cadre de l'organisation d'un accueil collectif de mineurs. Ainsi, dans ce cadre, il semble peu opportun de favoriser la pratique par des mineurs d'activités avec prise de risque non maîtrisable, notamment certaines nouvelles pratiques de glisse (trottin'herbe, etc.) ou inadaptées à leur développement physique (randonnées d'endurance pour des non sportifs).

Les activités physiques proposées doivent correspondre aux **objectifs éducatifs** définis en amont du centre. L'équipe d'encadrement peut chercher à transmettre des valeurs éducatives au travers d'une activité qui les véhicule : esprit d'équipe, solidarité, découverte et respect du milieu et/ou de l'environnement, etc. ; Le projet pédagogique doit également être **clair** sur ses objectifs : initiation et découverte ou pratique spécifique voire intensive d'une activité (dans un objectif d'entraînement ou de préparation de compétition).

Le centre de loisirs est une **structure privilégiée** pour :

- découvrir l'attrait de l'activité physique ;
- initier à diverses activités sportives ;
- choisir l'une d'elles et continuer à la pratiquer de cette manière, ou accéder ensuite à une pratique régulière voire intensive à but compétitif au sein d'un club sportif.

## ETAPE 3 :

### Définir le type d'activités pratiquées

#### - Les activités physiques ludiques et récréatives

Ce sont les activités qui ne relèvent pas de l'article R 227 13 du CASF

Les activités ayant pour finalité le jeu ou le déplacement et ne présentant pas de risque spécifique peuvent être encadrées par tout membre de l'équipe pédagogique de l'accueil de loisirs sans qualification sportive particulière

Les conditions d'organisation de ces activités s'inscrivent dans le projet éducatif et le cadre réglementaire des ACM

L'organisateur vérifie auprès de son assureur que les activités proposées sont couvertes par son contrat d'assurance en responsabilité civile

Elles sont mises en œuvre sous la responsabilité de l'organisateur et du directeur de l'accueil qui doivent fixer les conditions et les moyens mobilisés pour garantir la sécurité des mineurs.

L'organisateur et les membres de l'équipe pédagogique organisent l'activité en faisant preuve de pragmatisme et de bon sens.

Ces activités ne faisant pas l'objet d'une réglementation particulière doivent impérativement répondre aux critères suivants :

- être ludiques
- être proposées sans objectif d'acquisition d'un niveau technique ni de performance
- leur pratique ne doit pas être intensive
- ne pas être exclusives d'autres activités
- être accessibles à l'ensemble des membres du groupe
- être mises en œuvre dans des conditions de pratique et d'environnement adaptées au public en fonction de ses caractéristiques physiologiques et psychologiques
- Les activités ainsi définies peuvent cependant relever d'un cadre réglementaire distinct. Il s'agit notamment des activités de locomotion ou de déplacement sur la voie publique (à pieds, à vélo...) qui doivent être organisées dans le respect du code de la route

**- Les activités sportives relevant de l'article R 227 13 du CASF**

Ce sont les activités se déroulant conformément aux règles fixées par une fédération sportive délégataire du ministère des sports ainsi que les activités présentant des risques particuliers. Parmi celles-ci en fonction des risques encourus, certaines doivent satisfaire à des règles particulières : cf sécuriser les activités de pleine nature : fiche DPWK-3368

Dans tous les cas, une personne majeure responsable doit fixer un cadre sécurisant pour les mineurs et vérifier que le niveau de pratique est conforme à leurs besoins physiologiques et psychologiques.

Le directeur et la personne désignée pour encadrer conviennent ensemble de la place et du rôle des membres permanents de l'équipe pédagogique pendant le déroulement de l'activité. Il est généralement préférable que ces derniers soient en situation d'animer le groupe pendant l'activité ;

Cependant pour des raisons de sécurité, l'encadrant peut proposer de mettre en place une autre organisation.

Si la pratique de l'activité sportive est organisée en direct, elle peut être encadrée :

- par un bénévole titulaire d'une qualification fédérale délivrée dans la discipline à la condition qu'elle soit organisée par un club affilié à une fédération sportive délégataire agréée par le ministère des sports
- par un membre permanent de l'équipe pédagogique titulaire d'une qualification lui permettant d'assurer les fonctions d'animation en ACM et d'une qualification fédérale délivrée dans la discipline à la condition qu'elle soit organisée par un club affilié à une fédération sportive délégataire agréée par le ministère des sports

**A noter : les séjours sportifs avec hébergement :** les séjours sportifs, organisés au sein des fédérations agréées, des ligues et comités (régionaux et départementaux), ainsi que par les clubs qui leur sont affiliés entrent dans la catégorie des « séjours spécifiques », uniquement lorsque ces séjours s'adressent à leurs licencié(e)s. Il s'agit des séjours d'au moins sept mineurs, âgés de six ans ou plus, dès lors qu'ils sont organisés par des personnes morales et ont pour objet essentiel le développement d'activités particulières. Sont considérés comme « séjours spécifiques » les « séjours organisés, pour leurs licenciés mineurs, par les fédérations sportives agréées, leurs organes déconcentrés et les clubs affiliés, dès lors que ces accueils entrent dans le cadre de leur objet ».

## ETAPE 4 :

### L'organisation de l'activité sportive en sous-traitance :

**Il incombe à l'organisateur de vérifier le respect de la réglementation :** le code du sport prévoit un régime de protection des usagers en imposant des démarches aux prestataires de service du secteur des activités physiques et sportives. La déclaration des structures et des professionnels exploitants ou encadrants auprès de l'administration est un exemple de ces démarches : elle sous entend que la structure ne présente pas a priori de danger dans son organisation et dans son fonctionnement. Ces vérifications concernent, d'une part la structure et d'autre part, les éducateurs.

#### - Vis-à-vis de l'éducateur sportif

- il doit être qualifié : toute personne désirant encadrer, enseigner, animer ou entraîner une activité sportive contre rémunération doit posséder un diplôme d'état ou une qualification reconnue par l'État, enregistré au Registre national des certifications professionnelles (RNCP)

il doit être déclaré : l'éducateur sportif doit être déclaré auprès des services départementaux (DDCS/DDCSPP services de la réglementation sportive) de son lieu d'exercice et posséder une carte professionnelle

#### - Vis-à-vis de l'établissement prestataire de l'activité

- La notion d'établissement recouvre toute forme d'organisation (équipement, loueur de matériel, professionnel indépendant...). Il doit être déclaré auprès des services départementaux (DDCS/DDCSPP services de la réglementation sportive) ;
- Il doit afficher et présenter :
  - la copie des diplômes des éducateurs ou la copie des cartes professionnelles des personnes exerçant au sein de l'établissement ;
  - les attestations des garanties d'assurance professionnelles en cours de validité ;
  - un tableau d'organisation des secours (numéros de téléphone d'urgence et des médecins, plan de l'établissement, plan d'organisation de la sécurité et des secours) ;
  - les garanties d'hygiène et de sécurité et de normes techniques applicables à l'activité physique.

#### **Notre conseil**

Adaptez l'activité au niveau physique et technique, à l'âge et à la taille des enfants.

Tenez compte des déplacements pour se rendre sur le lieu de l'activité et de toute la préparation et de la maintenance nécessaires pour pratiquer l'activité.

Choisissez, de préférence, des professionnels prestataires ayant une expérience d'encadrement collectifs de mineurs.

#### **Erreur(s) à éviter**

Ne surestimez pas la capacité morale et physique des mineurs à la pratique des activités sportives. En cas de doute, faire confiance aux professionnels de ces activités.

N'hésitez pas à prendre l'attache des structures compétentes:

- les fédérations sportives et leurs organes déconcentrés : comités régionaux et départementaux
- les services de l'Etat chargés du sport (DRJSCS, DDCS ou DDCSPP) et les agents spécialisés du Ministère des Sport : les conseillers techniques sportifs en charge du développement et de la promotion des différentes disciplines sportives

## Aller plus loin

### CF juridiques :

Code du Sport : articles L.212-1 à L.212-4, articles L.212-7 à L.212-14

.Code de l'action sociale et des familles : articles L.227-4 à L.227-5 et R.227-13

Ces textes fixent les conditions particulières d'encadrement et de pratique des activités physiques dans les accueils collectifs de mineurs tels que mentionnés à l'article L.227-4 du même code ainsi que les exigences liées à la qualification des personnes assurant l'encadrement des mineurs.

L'article R.227-13 modifié par le décret du 20 septembre 2011 prévoit également, pour certaines activités physiques déterminées en fonction des risques encourus la possibilité d'instaurer, par arrêté conjoint du ministre chargé de la jeunesse et du ministre chargé des sports, des règles particulières de pratique ainsi que d'effectifs et de qualification des personnes assurant l'encadrement, en tenant compte de la nature des risques, du type d'accueil prévu, du lieu de déroulement de l'activité ainsi que du niveau de pratique et de l'âge des mineurs accueillis.

Dans l'attente de la parution de cet arrêté, c'est l'arrêté du 20 JUIN 2003 modifié qui s'applique : il précise les conditions d'organisation et de qualification des 22 disciplines sportives réputées à risques.

### - Bibliographie

Guide des séjours sportifs : réglementation, sécurité, contentieux

Florence Giraud, Isabelle Becu-Salaün, Jean-Christophe Lapouble, éditions WEKA, coll.

« Enfance et loisirs », 2009.

Mémentos du Ministère des Sports ; 1) *Prenez la mer, pas les risques* et *Au fil de l'eau sans les risques* édités dans le cadre de la campagne de sécurité des loisirs nautiques

2) memento mis à jour chaque année dans le cadre de la campagne "pour qu'en été la montagne reste un plaisir"

### - Sites Internet

<http://www.sportsdenature.gouv.fr> : site du Pôle ressources national des sports de nature de Vallon-Pont-d'Arc qui recense toutes les informations liées à la pratique, aux sites et équipements et aux professionnels des activités de pleine nature.